

print

François Hollande ou le triomphe du néocolonialisme et de la reconquête coloniale de l'Afrique

De [Sam La Touch](#)

Global Research, février 03, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/francois-hollande-ou-le-triomphe-du-neocolonialisme-et-de-la-reconquete-coloniale-de-lafrique/5367270>

1. Le triomphe du néocolonialisme au travers des interventions militaires françaises au Mali et en Centrafrique

A n'en pas douter, l'action de François Hollande en Afrique, loin de constituer une rupture avec son prédécesseur, n'en est que la continuation avec une intensification des méthodes d'appropriation du pouvoir politique par des fins militaires dans le pré-carré francophone d'Afrique. Aucune rupture avec ce qu'il est communément appelé "Françafrique" mais un renforcement tous azimuts avec l'appui de l'armée française. En l'espace d'un an, le "chef de guerre" Hollande (tel qu'il a été communément nommé par les journalistes de l'AFP lors de son action guerrière au Mali[2,3,4]) en est à sa deuxième guerre en Afrique. Après le Mali en janvier 2013, c'est au tour du Centrafrique en décembre 2013 d'être à nouveau la proie des actions militaires du Président français. Le prétexte, relayé par des médias complaisants, en est la lutte contre l'islamo-terrorisme, alors qu'en réalité la France dans les deux pays cités précédemment a sa part de responsabilité dans l'extension du terrorisme islamiste en Afrique subsaharienne. Elle a sous le règne de Nicolas Sarkozy armé, soutenu et porté les terroristes islamistes en Libye pour abattre le régime de Kadhafi. Ces mêmes terroristes en ont profité ensuite pour essaimer au Mali.

Au Mali, le projet d'opération militaire Serval a été conçu en 2009, ce plan avait été déjà envisagé par l'Etat-major français et refusé par Nicolas Sarkozy à deux reprises [5]. Parvenu au pouvoir, le "chef de guerre" Hollande sous la pression du lobby militaro-industriel et de son Etat-major, dans un contexte d'avancée des rebelles au Mali et en dehors de tout contrôle parlementaire français à priori (c'est à dire en l'absence de consultation de la représentation nationale avant toute entrée en guerre), a choisi de mettre à exécution ce plan militaire au détriment d'une solution politique qui aurait pu être envisagée antérieurement. L'ancienne ministre malienne, Aminata Traoré, qui défendait cette solution politique fut interdite de séjour en France et dans toute l'Europe. Les autorités françaises lui ont refusé de lui accorder un visa dans l'espace Schengen [6].

« C'est le 12 avril au moment de me rendre à Berlin à l'invitation de la gauche allemande (Die Linke) et à Paris à celle du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) que j'ai appris que j'étais devenue persona non grata en Europe à la demande de la France », raconte Aminata Traoré dans un essai intitulé Le naufrage et l'offense daté du 3 mai 2013 [6]. L'ancienne ministre malienne de la Culture et du Tourisme et actuelle militante altermondialiste Aminata Traoré dénonçait vigoureusement toute intervention étrangère dans une tribune intitulée [« Femmes du Mali : Disons "NON !" à la guerre par procuration »](#).

En l'absence de tout contradicteur sérieux et grâce à une presse marchant au pas, le prétexte islamo-terroriste a permis à la France de renforcer ses troupes dans cette région du Sahel et de contrôler les frontières avec l'Algérie et les richesses

minières du Mali et du riche voisin nigérien (uranium, pétrole,..). Et nous ne reviendrons pas sur les liens troubles entre Aqmi et les services secrets occidentaux qu'ils soient français ou états-uniens, ni sur le GSPC algérien et ses succédanés d'Aqmi dont on connaît l'instrumentalisation par la junte militaire algérienne et les liens tissés par la suite avec les services de renseignements occidentaux.

“Radio France International a diffusé la photo prise à Gao, Mali, de deux ressortissants français à qui elle attribue la qualité de «djihadistes». Les deux hommes, des Français de souche, armés de kalachnikovs, sont assis à l'arrière d'un pick-up à côté d'un membre d'un des groupes armés qui sévissent à Gao où les sept diplomates algériens sont détenus. Selon une source informée du site Algeriepatriotique, les deux Français appartiendraient aux services du renseignement extérieur français et auraient été dépêchés au Mali, par la caserne Mortier, siège de la DGSE, pour prêter main-forte aux terroristes et justifier ainsi la nécessité d'une intervention étrangère dans ce pays. Cette thèse est d'autant plus plausible que les «djihadistes» français ont tous des origines maghrébines ou africaines. En outre, il y a un autre ressortissant français, un certain Abdel Jelil, de son vrai nom Gilles Le Guen, qui était un membre depuis plusieurs mois d'Aqmi dans le nord du Mali et qui a été arrêté et emprisonné en novembre 2012 par ce groupe qui le suspecte d'être un espion français.” ([FRANCE/MALI : INGÉRENCE HUMANITAIRE OU NOUVEAU SAHELISTAN ? \(Le Soir d'Alger\)](#)).

Actuellement, l'armée française est installée au Mali et cette installation selon le ministre de la Défense Le Drian devrait se poursuivre et s'étendre dans la durée toujours au nom de la menace islamiste :

” *«Nous resterons au côté de l'armée malienne le temps qu'il faudra, au côté aussi de la Minusma», a affirmé à la presse M. Le Drian avant de quitter Gao pour Bamako. «Tous, forces armées maliennes, Minusma, Serval, nous nous préparons à évoluer vers une logique régionale. La menace de déstabilisation est partout, il y a aussi des risques en Centrafrique».* Déclaration du ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, 20 janvier 2014 [7].

Le Mali est redevenu une colonie française de par la perte de toute indépendance militaire et donc politique. Les autorités politiques du pays disent ne pas avoir de contrôle sur ce qui se passe dans le nord du Mali contrôlé par les militaires français et en particulier à Kidal où l'armée française règne en maître ([IBK : « A Kidal, la France a bloqué les Maliens, pourquoi ? » \(Le Monde\)](#)). Ainsi, militaires français et autorités politiques devisent déjà à Saint-Cyr dans le cadre de l'OTAN d'un Mali fédéral [8]. La tutelle exercée par les militaires français sur les troupes maliennes sera pérennisée puisque des détachements français encadreront l'armée nationale, mais qu'en plus Serval pourra jouer le rôle de « *force de réaction rapide* » pour l'armée malienne. En vertu d'un accord de coopération militaire avec le Mali, la France sera de fait toute puissante sur le territoire malien, reléguant le Mali au rang de simple département comme au temps de la colonisation [9].

En Centrafrique, la situation est encore plus paradigmatique, dans la mesure où l'action militaire française s'est déroulée en deux actes sous le même Président et sous le même mandat en l'espace de 9 mois. Au premier acte, le “chef de guerre” Hollande décide de ne pas faire intervenir l'armée française lors de l'arrivée au pouvoir en RCA de la Séléka. Il s'agit d'une milice islamiste hétéroclite dont les services français connaissent les liens avec la secte Boko Haram qui oeuvre du Nigeria jusqu'au Cameroun. Cette milice est composée de rebelles issus des troupes tchadiennes, de forces rebelles soudanaises, de Djihadistes libyens soutenus par le meilleur allié des stratégies guerrière élyséennes dans la région à

savoir le dictateur Idriss Déby. Ce dictateur a été maintenu au pouvoir au Tchad en 2008 grâce à l'intervention des militaires français face aux rebelles armés par le Soudan. L'arrivée au pouvoir de la Séléka a donc été grandement facilitée par la France en donnant un blanc seing aux troupes soutenues par le dictateur Idriss Déby principal allié régional des troupes françaises [10]. Selon Mgr Nestor Désiré Nongo Aziagbia, évêque du diocèse de Bossangoa (nordouest), la rébellion est composée à « 70% de Tchadiens, à 20% de Soudanais et à 10% de Centrafricains » (RFI, 25/09). Le "chef de guerre" Hollande a donc lâché le dictateur Bozizé pourtant porté au pouvoir par les troupes françaises en 2006-2007 lors de la pacification du pays ([Comment la France a fait et défait les dictatures en Centrafrique : de Bokassa à Djotodia en passant par Bozizé](#)). Les accords de coopérations militaires entre l'ancien dictateur Bozizé mis en place par la France n'ont pas été honorés pas plus que les accords de paix de Libreville imposés par la CEEAO signés le 11 janvier qui avaient débouché sur la formation d'un gouvernement d'union nationale composé du camp Bozizé, de l'opposition et de la rébellion. La Séléka a violé cet accord et décidé de faire tomber le dictateur centrafricain Bozizé avec l'aval implicite de Paris. Mais le soutien à la Séléka ne s'est pas arrêté là. Selon un ancien officier centrafricain : «*La France a offert notre pays à Idriss Deby (le président tchadien) en contrepartie de son engagement au Mali... Le Premier ministre sortant devrait être reconduit. L'enjeu, c'est le partage du pétrole du bloc A découvert à la frontière avec le Tchad, convoité par les Français et les Tchadiens, mais promis aux Chinois par Bozizé. Les rebelles sont venus par la même route du nord que Bozizé il y a 10 ans aidé par la France et le Tchad. Les populations sont désabusées en regardant ces gens jouer avec leur avenir*», dira-t-il. Notre informateur a souligné que tous les magasins ont été pillés dans la capitale, à l'exception des entreprises françaises. Certains points de ces informations concordent bien avec les comptes rendus des envoyés spéciaux des différents média présents sur place qui ont parlé de combats très violents à Bangui. On le sait, 13 soldats sud-africains ont été tués dans les affrontements. La rébellion armée a donc dû bénéficier du coup de pouce des soldats tchadiens qui, comme on le sait, sont rompus aux combats.»[12]

De sources concordantes, des mercenaires français sont venus sécuriser le pouvoir du nouveau dictateur Djotodia porté par l'armée tchadienne principale alliée de Paris dans la région. «*Autre figure emblématique, Jean-Christophe Mitterrand, condamné dans l'affaire de l'Angolagate, venu le 17 juillet pour proposer ses services en matière de sécurité (JA, 25/07). Une vingtaine de mercenaires français l'ont précédé, emmenés par Jérôme Gomboc, un ancien du 3e régiment de parachutistes d'infanterie de marine (3e RPIMa) assureront désormais la sécurité du président Djotodia (JA, 17/07). Un classique en Centrafrique : Bozizé était déjà conseillé sur les questions militaires par la société EHC, enregistrée dans un paradis fiscal, le Delaware (EtatsUnis), et dirigée par le général français JeanPierre Perez (qui avait déjà servi au même poste... pour le compte du Ministère des Affaires Etrangères). A Bangui, les opérations du groupe étaient sous la conduite de Francis Fauchard, un ancien commando-marine, connu pour avoir été le patron de l'unité de protection rapprochée du Président Omar Bongo à la Garde Républicaine gabonaise. Un changement de régime ne change pas les habitudes.*»[13]. Pour un certain nombre d'observateurs, ce sont les enjeux pétroliers qui sont au coeur de ce lâchage du dictateur Bozizé par l'Etat français. Ainsi selon WWS[14], François Bozizé aurait eu le tort de négocier avec les Chinois dans l'attribution du fameux bloc pétrolier cité plus haut. «*Plus de 500 soldats français sont déployés à Bangui, en République Centrafricaine, pour soutenir le nouveau régime dirigé par Michel Djotodia, chef de la coalition rebelle Séléka qui a évincé dernièrement le président de la RCA, François Bozizé. Djotodia a annoncé vouloir dissoudre le parlement et*

suspendre la constitution de 2004. « Nous nous engageons à conduire désormais la destinée du peuple centrafricain pendant cette période de transition consensuelle de trois ans... Pendant cette période de transition qui nous conduira à des élections libres, crédibles et transparentes, je vais légiférer par ordonnances, » a-t-il dit. Djotodia a déjà annoncé vouloir revoir les contrats miniers et pétroliers conclus entre la RCA et la Chine et signés par le gouvernement Bozizé, pour voir « si les choses ont été mal faites et essayer d'y mettre de l'ordre. » De plus, Djotodia a déclaré qu'il inviterait en RCA la France, son ancienne puissance coloniale, aux côtés des Etats-Unis, afin de former à nouveau l'armée officielle qui a été vaincue par la Séléka le week-end dernier...»[14]. Alors pourquoi le "chef de guerre" et son aéropage militaire échappant à tout contrôle parlementaire a-t-il décidé de lancer les troupes françaises dans la bataille centrafricaine qui constitue le porte-avions français dans la région. En effet les troupes françaises y sont installées depuis plus d'un siècle. Tout simplement parce que les exactions de la Séléka sur les civils étaient de plus en plus décriés notamment par la CPI et mettaient la France et son allié tchadien dans une situation intenable dans son propre pré-carré. Mais encore une fois, plutôt que de privilégier un règlement politique du conflit ou de mettre les forces militaires au service de cette solution politique, le "chef de guerre" s'est lancé dans la bataille sans crier gare et sans avoir songé aux effets dévastateurs de l'intervention militaire française. En intervenant en désarmant unilatéralement les Sélékas, Paris ne s'attendait pas à une offensive des anti-Balakas poussés par les affidés de Bozizé et les civils qui voulaient en découdre avec leurs agresseurs Sélékistes. La France a donc déclenché un cycle de représailles sans précédents dans son pré-carré centrafricain sans en avoir pesé les conséquences immédiates. En l'espace de deux jours, date de l'intervention française, le 5 et 6 décembre, Bangui escomptait un millier de morts victimes d'un cycle de représailles terribles dans la capitale et qui entraînera ensuite dans tout le pays un tourbillon de violence non estimé et un million de déplacés ([Centrafrique. Depuis l'intervention militaire française, la situation à Bangui s'aggrave et les enfants sont directement pris pour cible](#) ; [Centrafrique. L'annonce de l'intervention militaire française a-t-elle attisé les conflits interreligieux ? Au moins 1000 morts le 5 et le 6 décembre selon Amnesty](#) ; AFP 6 décembre [L'armée française lance son opération en Centrafrique, massacre à Bangui \(AFP\)](#)). Paris n'ayant déployé que 1600 soldats dans un pays grand comme une fois et demie la France, on imagine bien l'ampleur de la catastrophe. Ajoutons que l'Etat français après avoir organisé la destitution de Bozizé et les conditions de venue au pouvoir de Djotodia en s'appuyant sur la marionnette Idriss Déby a destitué le nouveau dictateur Djotodia avec le même appui français en provenance du Tchad et en profite au passage pour renforcer sa présence militaire en Centrafrique où la France fait la pluie et le beau temps depuis un siècle dans un silence médiatique complice. ([Bangui: des chars français ont pris position près du palais présidentiel. Paris souhaite un remplacement rapide de Djotodia et des élections avant la fin de l'année. \(AFP\)](#) ; [Centrafrique. Comment La France a défait Djotodia](#)).

2. La France cheval de Troie de l'Europe et des Etats-Unis pour la reconquête coloniale de l'Afrique.

L'action française ne s'est pas faite seule mais en partenariat avec les Etats-Unis qui fournissent leur logistique et leurs tirailleurs (rwandais en Centrafrique[15], ougandais au Sud-Soudan et en Somalie, kenyans en Somalie, éthiopiens en Somalie...) tandis que la France outre ses tirailleurs marocains, congolais, tchadiens a réussi à mobiliser l'Europe et à faire déployer des troupes belges en Centrafrique [16] et allemandes au Mali[17-18]. De plus, l'Allemagne vient d'autoriser le déploiement militaire européen en RCA [17-18]. L'Afrique représente des enjeux stratégiques pour les grandes puissances actuellement en crise sur le

plan économique. Et depuis l'arrivée de Sarkozy au pouvoir en 2007, la France défend son pré-carré tout en sous-traitant les guerres de l'Africom comme en Libye en 2011 par exemple. Il y a une synergie forte entre les forces armées françaises et états-uniennes dans le cadre de l'OTAN en Afrique. Les guerres menées par la France en Côte d'Ivoire, en Libye et plus récemment au Mali et en Centrafrique peuvent se lire comme une volonté hégémonique de ces puissances de contrôler les ressources minières de l'Afrique et d'en barrer l'accès aux puissances émergentes que représentent la Chine, la Russie, l'Inde, le Brésil... Ainsi les anciennes puissances coloniales (Belgique, Allemagne, Grande-Bretagne) sont amenées à se partager une petite part du gâteau africain de l'empire colonial français sous l'égide des Etats-Unis. Profitant de son action en Centrafrique, la France en a profité pour installer une base militaire au Cameroun comme relai et base de soutien de son action dans son pré-carré centrafricain[19-20].

De même, après avoir semé le chaos en Libye et par extension au Mali ainsi qu'en Centrafrique où la France a soutenu l'arrivée de la Séléka au pouvoir puis l'a militairement et politiquement défaite [21-22-23], les militaires français au plus haut niveau entendent intervenir militairement en Libye pour y rétablir l'ordre qu'ils ont contribué à détruire auparavant[24]. *“L'idéal serait de pouvoir monter une opération internationale avec l'accord des autorités libyennes”*, a déclaré à la presse l'amiral Edouard Guillaud, qui quittera ses fonctions le 15 février après quatre années passées à la tête de l'état-major des armées. *“Mais quelles autorités?”*, a-t-il ajouté. *“Le problème du sud libyen, c'est qu'il faut d'abord qu'il y ait un Etat dans le Nord. Ensuite il y a plusieurs sud-libyen, il y a Koufra, à côté de la frontière égyptienne, et la zone de Sebha”*, a-t-il souligné, évoquant l'existence d'un “trou noir” susceptible de devenir le “nouveau centre de gravité du terrorisme” [24]. Le prétendu “terrorisme” apparaît de plus en plus comme un prétexte pour justifier une occupation militaire et une reconquête coloniale des terres africaines orchestrées par la France et les USA avec leurs amis otanesques [25]. Il est fort probable que le “chef de guerre” saura prêter une oreille attentive à son Etat-major qui en l'absence de débats devant la représentation nationale peut imposer les guerres qui lui semblent bonnes pour mettre sous sa coupe de nouveaux territoires africains à l'aube du XXIème siècle. Fils spirituel de Jules Ferry et de ses guerres civilisatrices à présent définies comme humanitaires, l'impérial-socialisme a toujours été un fléau pour les Africains. Il ne s'agit non pas de socialisme mais d'un impérialisme masqué derrière un faux discours socialiste mâtiné de racisme colonial. En ce sens, l'idéologie du nouveau “chef de guerre” français (qualificatif que l'on pourrait aisément attribué à ses prédécesseurs sous la Vème République), derrière ses faux semblants “humanitaires” semble branchée directement sur l'idéologie paternelle. [Son père proche de l'extrême droite](#) a défendu jusqu'au bout une Algérie française. Le déguisement “socialiste” est le nouveau paravent moral derrière lequel se cache la bête coloniale acoquinée aux alliances impérialistes transatlantiques.

3. Le couronnement de la Françafrique sous François Hollande

En attendant la France renforce ses troupes militaires dans son pré-carré où elle a installé de nombreuses dictatures ou kleptocrates affidés. Les dictateurs françafricains sont reçus comme de coutume dans la France néocoloniale au palais élyséen dans un rituel avilissant de la Vème République. Le rituel consiste à faire défiler les sbires françafricains installés par l'Etat français- pour enrichir ses multinationales et ses concitoyens – soit à l'Elysée soit au travers de sommet réunissant le gratin criminel de la francophonie africaine (Blaise Compaoré dictateur au Burkina Faso depuis 25 ans, Faure Gnassingbé dictateur au Togo de père en fils sous protection militaire française, Sassou Nguesso dictateur au Congo depuis près de 20 ans, Idriss Déby dictateur installé par l'armée et les services

français depuis 25 ans, La dynastie Bongo père et fils depuis un demi-siècle, la longue saga de dictateurs en Centrafrique de Bokassa à Djotodia en passant par Bozizé....). Ce triomphe de la Françafrique est illustré par le retour en grâce du dictateur Idriss Déby devenu le chouchou du “chef de guerre”, de son ministre de la Défense et du M.A.E Laurent Fabius. Ces dictateurs installés par les bonnes grâces de l’armée française tels que Sassou Nguesso au Congo-Brazzaville sont régulièrement reçus à l’Elysée dans le silence assourdissant des médias complices ([François Hollande a reçu discrètement le dictateur Sassou Nguesso à l’Elysée le 17 janvier 2014](#)). On aura vite compris que derrière le discours racialiste de base de l’intelligentsia médiatico-politique française, c’est l’enjeu économique qui est crucial, si l’on en croit les déclarations des plus hauts représentants de ce système néocolonial prédateur.

«*Sans l’Afrique, la France n’aurait pas d’histoire au 21e siècle* » (François Mitterrand , Présence française et abandon, 1957, Paris : Plon).

«*Sans l’Afrique, la France serait reléguée au rang d’un pays du tiers-monde*». Jacques Chirac. (Philippe Leymarie , 2008 , Manière de voir, n ° 79 , février -mars 2008) .

Pour exister au XXIème siècle et pour ne pas devenir un pays du tiers-monde, l’Etat français sous la responsabilité de son “chef de guerre” va déployer ses troupes militaires en Afrique francophone et renforcer le pouvoir de ses gouverneurs à peau noire. Une base opérationnelle en Côte d’Ivoire va être établie sous peu après que le gouverneur Ouattara ait été porté par les chars français à la Présidence [26]. Prochainement, le 2ème Régiment d’Infanterie de Marine (RIMa) devrait projeter ses troupes au Sénégal, au Gabon et en Côte d’Ivoire pour renforcer les bases militaires françaises déjà implantées dans ce qu’il convient d’appeler les “néocolonies françaises”[27].

La nouvelle loi de programmation militaire, pour la période 2014-2019, doit traduire budgétairement [les priorités mentionnées par le dernier Livre blanc sur la défense](#). Au nombre de ces dernières, l’engagement prévu des forces françaises dans des « zones prioritaires pour la défense et la sécurité », notamment « *le Sahel, de la Mauritanie à la Corne de l’Afrique, ainsi qu’une partie de l’Afrique subsaharienne* ». Tout est dit dans ce projet de loi voté par le Parlement sous égide “socialiste”. Cette Loi de Programmation militaire 2014 envisage un déploiement des troupes françaises dans la région d’Afrique subsaharienne tout en assurant une protection juridique renforcée des soldats en cas d’exactions sur le terrain [28]. Ce livre blanc est un livre de l’offense envers les Africains. Une politique prédatrice et criminelle.

“*L’Afrique est l’avenir de la France*” disait Jean-Marie Bockel dans un rapport commandité par le Sénat. Certes, mais la réciproque est complètement erronée. Accompagnée par d’autres grands prédateurs impérialistes, la France a bien souvent été le fossoyeur de l’Afrique. Du Cameroun [29] à la Libye en passant par le Rwanda et le Biafra (province du Nigéria où la France gaullienne a soutenu la sécession biafraise). Quant au Centrafrique, il est victime depuis 50 ans d’une politique néocoloniale criminelle.

-
1. Boubacar Diop, Mediapart, “[Cette exception française, le refus de décoloniser](#)”
 2. AFP [Hollande s’est imposé en chef de guerre dès le début de son mandat](#)
 - 3.AFP [Hollande, chef de guerre, récompensé pour la paix au Mali](#)
 4. AFP [Vidéo du “chef de guerre” récompensé pour la paix au Mali](#)

5. France 24 [L'intervention militaire française au Mali était prévue depuis 2009 \(Vidéo\)](#)
6. Saphir News [Mali : Aminata Traoré, une voix anti-guerre interdite de séjour en France](#)
7. AFP [Le Drian au Mali: «la menace de déstabilisation est partout»](#)
8. [Vidéo: Quand l'OTAN discute de fédéralisme pour le Mali sans le Mali](#)
9. Survie [L'armée française hors de tout contrôle au Mali](#)
10. L'Humanité [Roland Marchal : « Idriss Déby a officieusement aidé les rebelles de la Seleka »](#)
11. RFI [RCA: la société civile veut faire entendre sa voix à New York](#)
12. [Les révélations d'un officier centrafricain sur le putsch contre Bozizé: Des soldats français y étaient avec les rebelles de la Séléka](#)
13. Billets d'Afrique [Centrafrique : retour sur la non intervention française \(BdA\)](#)
14. WSWS [Les dirigeants pro-français du coup d'Etat en Centrafrique jettent au rebut les accords pétroliers avec la Chine.](#)
15. [850 soldats rwandais en route vers la Centrafrique \(AFP\)](#)
16. RTBF [Centrafrique: des soldats belges en renfort de la force française](#)
17. [Mali et Centrafrique. Le gouvernement fédéral allemand s'apprête à intervenir en Afrique](#)
18. [L'Europe se prépare à la guerre en Afrique \(RIA\)](#)
19. [Du Centrafrique au Cameroun : une recolonisation française de l'Afrique au prétexte de la lutte contre l'islamo-terrorisme](#)
20. [Crise en Centrafrique. L'armée française prend ses quartiers au Cameroun \(Le Messager\)](#)
21. [Bangui: des chars français ont pris position près du palais présidentiel. Paris souhaite un remplacement rapide de Djotodia et des élections avant la fin de l'année. \(AFP\)](#)
22. [Centrafrique. Comment La France a défait Djotodia](#)
23. [Exclusif : comment la France a soutenu la Séléka en Centrafrique](#)
24. [La France évoque une opération en Libye \(Le Figaro/ Reuters\)](#)
25. Blanrue [Libye, Syrie. Qui sont ces terroristes soutenus par la France et les USA ? \(vidéo\)](#)
26. Opex 360 [Exclusif. Une base opérationnelle avancée française sera établie à Abidjan \(Opex 360\)](#)
27. Le Maine Libre. [2ème RIMa au Sénégal avant le Gabon et la Côte d'Ivoire](#)
28. Billets d'Afrique [Loi de programmation militaire. Permis de tuer pour les militaires en Opex](#)
29. [Gestapo, napalm et massacres français au Cameroun \(1956-1971\) dans la plus grande indifférenc](#)